

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2018/30673]

1^{er} MARS 2018. — Arrêté 2017/891 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services de soutien aux activités d'utilité sociale, mettant en œuvre la section 5 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 7, 21, 40, 72, 77 et 119;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 26 octobre 2017;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 26 octobre 2017;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné en séance du 8 novembre 2017;

Vu l'avis n°62.667/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 janvier 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 février 2018;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du Budget, donné le 19 février 2018;

Considérant le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 41 et 83;

Sur la proposition de la Membre du Collège chargée de la Politique d'aide aux personnes handicapées,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales et définitions*

Article 1^{er}. L'arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o le décret : le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée;

2^o le SPFB : les services du Collège de la Commission communautaire française (Service public francophone bruxellois);

3^o le Membre du Collège : le Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées;

4^o le service : le service de soutien aux activités d'utilité sociale défini à l'article 41 du décret;

5^o l'asbl : l'association sans but lucratif définie à l'article 2, 13^o du décret, qui organise un service de soutien aux activités d'utilité sociale;

6^o l'arrêté NM : arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion professionnelle;

7^o le Plan Tandem : le dispositif d'aménagement de la fin de carrière professionnelle mis en place par la Convention collective de travail du 23 avril 2009 au sein de la sous-commission paritaire 319.02.

CHAPITRE 2. — *Missions*

Art. 3. La mission d'aide et de soutien de la personne handicapée visée à l'article 41, 1^o du décret est mise en œuvre par le service au travers des actions suivantes :

1^o l'information collective ou individuelle sur les activités de volontariat telles que définies à l'article 3, 1^o de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires;

2^o l'aide individualisée à la personne handicapée pour construire et définir son projet de volontariat;

3^o le suivi et l'évaluation pendant la période de la convention de volontariat entre la personne handicapée et le lieu d'activité.

Art. 4. La mission de recherche d'offres d'activité d'utilité sociale accessibles à la personne handicapée visée à l'article 41, 2^o du décret est mise en œuvre par le service au travers des actions suivantes :

1^o la collaboration avec des services généraux qui recensent et offrent des opportunités de volontariat;

2^o la recherche de lieux potentiels d'activités de volontariat en tenant compte du projet de vie de la personne handicapée et de ses capacités;

3^o la mise en contact de la personne handicapée candidate avec un lieu d'activité potentiel afin de vérifier la correspondance mutuelle;

4^o la préparation de la convention de volontariat avec le lieu d'activité, l'adaptation des tâches et la proposition d'aménagements raisonnables.

Art. 5. La mission de promotion des activités d'utilité sociale dans la société visée à l'article 41, 3° du décret est mise en œuvre par le service au travers des actions suivantes :

- 1° la sensibilisation d'organismes publics et d'associations au volontariat dans un esprit d'inclusion de personnes handicapées dans les activités qu'ils développent;
- 2° le recensement d'offres de volontariat émanant d'organismes publics et d'associations;
- 3° la promotion d'expériences positives de volontariat mises en œuvre par le service.

CHAPITRE 3. — Normes d'agrément

Section 1^{re}. — Normes de qualité

Art. 6. Le service se soumet aux évaluations, visites et contrôles organisés par les pouvoirs publics et leur fournit tout document requis dans l'exercice de leurs missions.

Art. 7. Dans le respect des dispositions prévues à l'article 74 du décret, tout document émanant du service indique le nom du service, le nom de l'asbl s'il est différent, le numéro d'entreprise, l'adresse du siège d'activité, l'adresse du siège social si elle est différente, l'agrément accordé et la date de sa rédaction.

Art. 8. Le service rend accessible aux personnes handicapées les documents qui leur sont destinés.

Art. 9. Le service collabore à l'évaluation scientifique externe relative à la mise en œuvre des principes du décret visée en son article 103.

Art. 10. Outre les assurances légalement obligatoires, l'asbl souscrit pour le service les assurances suivantes :

- 1° en responsabilité civile pour toutes les prestations posées sous sa responsabilité, y compris les manifestations extérieures, et pour les volontaires qu'elle occuperait;
- 2° en responsabilité pour les administrateurs de l'asbl;
- 3° en incendie et vol pour le bâtiment et le mobilier.

Section 2. — Normes relatives à l'infrastructure

Art. 11. Le service établit son siège d'activités sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 12. Le service dispose de locaux qui permettent :

- 1° de réaliser sur le lieu de son siège d'activités les missions définies aux articles 3 à 5;
- 2° d'assurer un entretien individuel avec une personne handicapée permettant le respect de la confidentialité.

Art. 13. Le service assure l'accessibilité de ses locaux en tenant compte des spécificités du public accueilli.

Section 3. — Normes relatives à l'organisation

Art. 14. Le service rédige un projet de service. Il précise au minimum :

- 1° les valeurs sur lesquelles repose les missions du service;
 - 2° ses missions et son public cible;
 - 3° son offre de services;
 - 4° la description du service et ses règles de fonctionnement;
 - 5° les méthodes d'organisation du travail pour tendre vers la réalisation du projet de vie des personnes handicapées;
 - 6° les modalités de la participation des personnes handicapées, visée à l'article 71, 3° du décret;
 - 7° les modalités de la participation à des actions communautaires, visée à l'article 71, 4° du décret;
 - 8° les modalités de la mise en œuvre d'une démarche de réseau, visée à l'article 71, 5° du décret;
 - 9° les modalités de l'évaluation du projet individualisé des personnes handicapées, en y incluant leur participation.
- Ce document est établi et revu régulièrement en concertation avec les membres du personnel.

Art. 15. Le service dispose :

- 1° de plages horaires suffisantes pour offrir des interventions répondant aux attentes des personnes handicapées;
- 2° d'une adresse électronique, d'un répondeur téléphonique, d'un téléphone mobile et de tout moyen de communication adapté pour permettre aux personnes de laisser un message en dehors des heures d'ouverture du service;
- 3° d'un site internet régulièrement mis à jour qui présente les activités développées par le service et qui est rendu accessible au public-cible.

Section 4. — Normes relatives au personnel

Art. 16. Les membres du personnel du service correspondent aux fonctions et répondent aux conditions de diplôme qui sont déterminées par l'annexe III de l'arrêté NM.

Le caractère pluridisciplinaire de l'équipe est assuré.

Art. 17. Toute fonction rémunérée dans le service est incompatible avec un mandat d'administrateur au sein de l'asbl.

Art. 18. Lors du premier engagement d'un membre du personnel, le service dispose d'un extrait de casier judiciaire dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction. Le service évalue si le membre du personnel peut exercer la fonction à laquelle il est candidat, en prenant en considération la spécificité des personnes accompagnées.

Art. 19. Le service tient un dossier individuel accessible à chaque membre du personnel.

Il comprend au minimum :

- 1° le contrat de travail qui lie le service et le travailleur, et ses modifications ultérieures;
- 2° une copie des titres et diplômes utiles à la fonction;
- 3° les attestations prouvant l'ancienneté;
- 4° l'extrait de casier judiciaire visé à l'article 18;
- 5° les formations suivies par le travailleur depuis son engagement;
- 6° tout document relatif au subventionnement éventuel du travailleur par un autre pouvoir public.

Art. 20. Les volontaires effectuent leurs prestations en appui du personnel du service.

Une convention de volontariat règle leurs relations avec le service dans le respect de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Le service conserve une copie de ces conventions individuelles.

Art. 21. Le service assure la formation continuée des membres du personnel et des volontaires en lien avec l'exercice des missions définies au chapitre II.

Section 5. — Normes relatives aux personnes handicapées

Art. 22. La personne handicapée qui n'est pas encore admise au bénéfice des interventions du décret peut bénéficier des interventions du service. Elle introduit une demande d'admission au Service PHARE au plus tard dans les 9 mois à compter de la prise d'effet de la convention d'accompagnement visée à l'article 27. Pendant cette période, elle est prise en compte dans les nombres mentionnés à l'article 24.

Art. 23. L'intervention du service ne doit pas faire l'objet d'une demande d'intervention introduite auprès du Service PHARE par la personne handicapée.

Art. 24. Chaque service est agréé pour assurer l'accompagnement décrit aux articles 3 et 4 en faveur :

- d'au moins 12 personnes handicapées par an. Il est alors repris en catégorie 1;
- d'au moins 20 personnes handicapées par an. Il est alors repris en catégorie 2.

Ces personnes handicapées signent une convention d'accompagnement visée à l'article 27.

Le service agréé pour la première fois est repris en catégorie 1.

Art. 25. Ces accompagnements se concrétisent par :

- au moins 288 interventions par an en catégorie 1;
- au moins 480 interventions par an en catégorie 2.

Une intervention est toute prestation d'un membre du personnel d'accompagnement dont la durée est d'au moins 30 minutes ou deux fois 15 minutes pour la même personne, qui est en lien direct avec la personne et qui correspond à son projet individuel en matière d'activités d'utilité sociale.

Si l'intervention se passe en dehors des locaux du service, le temps de déplacement est inclus dans la durée de l'intervention.

Si l'intervention justifie la présence de plusieurs intervenants, elle est comptabilisée deux fois maximum.

Si au cours d'une demi-journée, l'intervention dure plus de deux heures, elle est comptabilisée deux fois.

Si au cours d'une demi-journée, l'intervention justifie la présence de plusieurs intervenants et dure plus de deux heures, elle est comptabilisée quatre fois.

L'accompagnement simultané de « x » personnes handicapées compte pour « x » interventions.

Une réunion à laquelle la personne handicapée ne participe pas, mais qui le concerne, compte pour une intervention.

Si l'intervention consiste en une visite extérieure sans la personne handicapée dans l'objectif de réaliser son projet individuel en matière d'activités d'utilité sociale, cette visite est comptée pour une intervention.

Section 6. — Normes relatives aux relations entre le service et la personne handicapée

Art. 26. Le service rédige un règlement d'ordre intérieur. Il indique au minimum :

- 1° les devoirs et droits du service à l'égard de la personne handicapée;
- 2° les droits et devoirs de la personne handicapée;
- 3° l'évaluation du projet individualisé de la personne handicapée, tous les 18 mois;
- 4° les modalités d'introduction des demandes d'informations et des réclamations et leur mode de traitement;
- 5° les mesures mises en œuvre lorsqu'un bénéficiaire contrevient aux règles de fonctionnement ou en cas de détérioration volontaire du matériel;
- 6° les noms de la personne chargée de la gestion journalière et du président du conseil d'administration;
- 7° la disposition inscrite à l'article 29;
- 8° les dispositions prises en application de l'article 30;
- 9° la mention des risques couverts par les assurances souscrites par le service;
- 10° les coordonnées du Service PHARE et du service d'inspection du SPFB.

Ce document est établi et revu régulièrement en concertation avec les membres du personnel et en incluant la participation des personnes handicapées.

Art. 27. Dans le cadre des missions décrites aux articles 3 et 4, une convention d'accompagnement écrite est conclue et signée entre le service et la personne handicapée.

Elle mentionne au minimum :

- 1° l'identité des parties;
- 2° la date de prise d'effet de la convention et sa durée;
- 3° les objectifs du projet individualisé développé dans le cadre d'activités d'utilité sociale;
- 4° le projet individualisé;
- 5° les modalités suivant lesquelles la convention peut être modifiée, complétée ou résiliée;
- 6° les modalités d'évaluation de la mise en œuvre de la convention; la personne handicapée participe à cette évaluation;
- 7° la date de signature.

Chacune des parties reçoit un exemplaire signé de la convention.

Le projet de service et le règlement d'ordre intérieur du service tels que définis aux articles 14 et 26 sont expliqués et remis contre accusé de réception à la personne handicapée.

Art. 28. Dans le cadre des missions décrites aux articles 3 et 4, un dossier individuel centralisé est ouvert au nom de la personne handicapée avec laquelle une convention est signée.

Il comprend au moins :

- 1° la demande et/ou le rapport de l'entretien initial avec la personne handicapée;
- 2° la convention d'accompagnement telle que décrite à l'article 27;
- 3° l'attestation de réception du projet de service et du règlement d'ordre intérieur par la personne handicapée lors de la signature de la convention d'accompagnement;
- 4° les données individuelles nécessaires à la mise en œuvre de la convention;
- 5° les interventions réalisées, telles que décrites à l'article 25, avec les indications du contenu, de la date et du nombre de prestations;
- 6° le suivi et les évaluations de la mise en œuvre de la convention;
- 7° une copie de l'éventuelle convention de volontariat visée à l'article 3, 3°.

Art. 29. Le service ne peut conditionner ses interventions à une quelconque contrepartie.

Art. 30. La participation des personnes handicapées prévue à l'article 71, 3° du décret se traduit par un processus annuel consultatif individualisé adapté aux spécificités des personnes handicapées et déterminé par le service.

Section 7. — Normes relatives aux relations entre le service et le service phare

Art. 31. Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné un rapport d'activité.

Il contient au minimum :

- 1° des informations globalisées sur le nombre de personnes handicapées accompagnées dans le cadre des missions visées aux articles 3 et 4, telles que l'âge, le sexe, le handicap, le domicile, les objectifs et les résultats;
- 2° le nombre total des interventions définies à l'article 25;
- 3° la présentation des actions de promotion des activités d'utilité sociale menées dans le cadre de la mission visée à l'article 5;
- 4° l'évaluation de la mise en œuvre du projet de service visé à l'article 14;
- 5° les faits marquants de l'activité du service;
- 6° les modalités de mise en œuvre du travail en réseau conformément aux dispositions de l'article 71, 5° du décret;
- 7° les moyens mis en œuvre pour favoriser la participation et l'inclusion des personnes handicapées;
- 8° des données globalisées relatives au personnel occupé et les changements intervenus pendant l'année;
- 9° les modalités et les résultats de l'évaluation interne visée à l'article 102 du décret;
- 10° les perspectives d'évolution du service, en termes d'activités et d'organisation.

Art. 32. Le service communique au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le numéro national, les dates de début et de fin de convention d'accompagnement des personnes handicapées avec lesquelles il a signé une convention visée à l'article 27.

Le Service PHARE intègre ces informations dans les dossiers individuels des personnes handicapées dont il dispose.

Art. 33. Le service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel visé à l'article 16.

Pour chaque membre du personnel visé à l'article 16, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul de la subvention sont transmis au Service PHARE.

Art. 34. En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Art. 35. Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions visé à l'article 47.

Art. 36. Le SPFB fixe les modalités de la transmission des informations prévues au présent chapitre.

CHAPITRE 4. — Subventions

Section 1^{re}. — Modalités générales d'octroi des subventions

Art. 37. La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif visé à l'article 47.

Art. 38. L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée, de l'évolution du personnel repris à l'article 18 en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations dans les limites fixées à la section II du présent chapitre.

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 33, alinéa 2, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.

Art. 39. Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.

Art. 40. Lorsque le SPFB constate que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.

Section 2. — Subvention pour frais de personnel

Art. 41. La subvention annuelle des frais de personnel visé à l'article 16 est limitée à tout moment de l'année aux normes suivantes :

- service de catégorie 1 : 1,5 équivalent temps plein, dont maximum 0,25 équivalent temps plein dans la fonction de direction, le solde relevant de la fonction d'accompagnement;
- service de catégorie 2 : 2,5 équivalent temps plein, dont maximum 0,5 équivalent temps plein dans la fonction de direction, le solde relevant de la fonction d'accompagnement.

Le nombre d'emplois subventionnés pour des travailleurs titulaires d'un titre de master ne peut dépasser :

- service de catégorie 1 : 0,5 équivalent temps plein;
- service de catégorie 2 : 1 équivalent temps plein.

Art. 42. La subvention couvre les frais de personnel encourus et est limitée au calcul établi sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM.

Art. 43. Une subvention équivalente à un pour cent maximum de la subvention calculée en application des articles 41 et 42 est octroyée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

Les frais de formation peuvent en outre concerner des frais de supervision, des frais de l'évaluation à usage interne, telle que prévue par l'article 102 du décret.

Art. 44. La subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire du Plan Tandem est attribuée sur la base du même volume de travail que celui qu'il prestait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

Le volume de prestation rémunéré du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations, qui étaient d'un trois-quarts ou d'un temps plein, à un mi-temps, n'est pas pris en considération.

Sont considérées comme dépenses admissibles de la subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire du Plan Tandem, les frais et cotisations suivants :

1° les frais de rémunération, charges patronales et autres avantages liés au travailleur bénéficiaire du Plan Tandem, tels que définis à l'annexe V de l'arrêté NM;

2° les frais de rémunération, charges patronales et autres avantages liés au travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations à un mi-temps dans le cadre du Plan Tandem, tels que définis à l'annexe V de l'arrêté NM;

3° la cotisation versée au Fonds social « Old Timer » en application du Plan Tandem.

Section 3. — Subvention pour frais généraux

Art. 45. La subvention annuelle des frais généraux est limitée aux montants suivants :

- service de catégorie 1 : 14.000,00 euros;
- service de catégorie 2 : 25.000,00 euros.

Art. 46. La subvention couvre les frais admissibles encourus repris à l'annexe du présent arrêté en rapport avec les missions agréées du service.

Section 4. — Dossier justificatif des subventions

Art. 47. Le dossier justificatif comprend les pièces suivantes :

1° en ce qui concerne les frais de personnel :

- les comptes individuels des travailleurs;
- l'attestation C 450bis de l'Office national de sécurité sociale;
- l'attestation du SPF Finances prouvant le paiement du précompte professionnel;

- le décompte définitif de l'assurance-loi;
- le décompte définitif de la médecine du travail;
- un tableau récapitulatif des frais de formation du personnel indiquant le personnel concerné, la nature des formations suivies et leur coût;

2° en ce qui concerne les frais généraux :

- la balance générale;
- les tableaux des amortissements des actifs immobilisés et des dons et subsides en capital;
- le grand livre ou historique des comptes généraux.

Le SPFB peut compléter la liste des pièces sollicitées et demander notamment toutes les pièces justificatives qui justifient les écritures comptables.

Art. 48. Le SPFB vérifie le dossier justificatif. Il établit la différence entre la somme des avances versées et le montant de la subvention due.

Il soumet une proposition de décision au service dans les six mois de la réception du dossier justificatif à condition que le dossier soit complet et suffisant. A partir de la date de réception de cette proposition, le service dispose d'un délai de six semaines pour communiquer ses observations. A défaut de réponse dans ce délai, la proposition du SPFB est considérée comme acceptée.

Dans un délai de six semaines suivant la date de réception de ces observations, le SPFB transmet le décompte définitif de la subvention.

CHAPITRE 5. — *Mise en œuvre des missions de soutien aux activités d'utilité sociale par un service d'accompagnement*

Art. 49. En application de l'article 40 du décret, un service d'accompagnement agréé peut exercer les missions définies au chapitre 2 dans le cadre d'une convention de cinq ans conclue avec le Collège, moyennant le respect des dispositions du chapitre 3 et selon les modalités suivantes :

- 1° compléter son projet de service et son règlement d'ordre intérieur sur base des articles 14 et 26;
- 2° compléter son rapport annuel d'activités sur base de l'article 31;
- 5° dans le cadre de sa comptabilité analytique, distinguer les missions de soutien aux activités d'utilité sociale.

Art. 50. Les subventions octroyées respectent les dispositions du chapitre 4, à l'exception des montants fixés à l'article 45 qui sont remplacés par :

- catégorie 1 : 10.000,00 euros;
- catégorie 2 : 18.000,00 euros.

Le dossier justificatif des subventions distingue les missions de soutien aux activités d'utilité sociale.

Art. 51. La convention conclue avec le Collège contient :

- 1° les dispositions des articles 49 et 50;
- 2° les objectifs du service d'accompagnement qui précisent les lieux potentiels d'activités de volontariat;
- 3° la mention de la ou des catégories d'âge du public;
- 4° la mention de la catégorie d'agrément telle que définie à l'article 24.

Elle est soumise à l'avis préalable du Conseil consultatif.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 52. Les montants repris dans le présent arrêté sont liés à l'indice-santé de référence de décembre 2017.

A partir du 1^{er} janvier 2019, ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{montant de base} \times \text{indice-santé de décembre de l'année antérieure}}{\text{indice-santé de décembre 2017}}$$

Art. 53. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018 :

- 1° la section 5 du chapitre 4 du décret;
- 2° l'article 83 du décret;
- 3° pour les services visés à l'article 41 du décret : les articles 70, 71, 72, 74, 75, 77, 95 et 102 du décret;
- 4° le présent arrêté.

Art. 54. Le Membre du Collège est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} mars 2018.

Pour le Collège :

La Ministre-Présidente du Collège,
F. LAANAN

La Ministre, Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
C. FREMAULT

Annexe de l'arrêté 2017/891 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services de soutien aux activités d'utilité sociale, mettant en œuvre la section 5 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

DEPENSES ADMISSIBLES POUR LA JUSTIFICATION DES FRAIS GENERAUX
DES SERVICES DE SOUTIN AUX ACTIVITES D'UTILITE SOCIALE

61. SERVICES ET BIENS DIVERS

6110. Soins

61100 Achats de biens pharmaceutiques - produits courants

61101 Achats de petit matériel de soin

61110 Achats de matériel didactique (remboursable)

61111 Achats de matériel didactique (non remboursable)

61130 Locations (y compris charges locatives)

61131 Transports

61150 Achats de petit matériel de cuisine

612. Frais de gestion du personnel

61224. Abonnements aux revues professionnelles et documentation

61260. Frais de secrétariat social extérieur

613. Loyers et charges locatives

61300. Loyers immeubles

61301. Redevances emphytéotiques

61302. Charges locatives immeubles

61303. Location matériel et équipement

614. Energie

61400. Mazout de chauffage

61401. Electricité

61402. Gaz

61403. Eau

615. Entretien et réparations – achats

6152. Terrains et constructions

61520. Nettoyage

61521 Entretien et réparations extérieurs des bâtiments

61522 Entretien et réparations intérieurs des bâtiments

61530 Entretien et réparations installations techniques

61531 Entretien et réparations installations et équipement de cuisine

61535 Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien (y compris location du petit outillage)

61540 Entretien et réparations mobilier

61541 Entretien et réparations matériel de bureau

61542 Entretien et réparations matériel informatique

616. Entretien et réparations - services extérieurs

6162. Terrains et constructions

61620. Nettoyage

61621. Entretien et réparations extérieurs des bâtiments

61622. Entretien et réparations intérieurs des bâtiments

6163. Installations

- 61630. Entretien et réparations installations techniques
- 61631 Entretien et réparations installations et équipements de cuisine
- 61635. Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien
- 61639. Contrôles obligatoires opérés par des tiers

6164. Mobilier et matériel roulant

- 61640. Entretien et réparations mobilier
- 61641. Entretien et réparation matériel de bureau
- 61642. Entretien et réparation matériel informatique
- 61643 Entretien et réparations matériel roulant

617. Assurances

- 61701. Assurances et responsabilité civile personnes handicapées et personnel
- 61702. Assurances vol, incendie et dégâts
- 61705 Assurances voitures et véhicules de l'institution
- 61707. Assurances omnium missions
- 61708. Autres assurances

618. Transports, déplacements

- 61800 Carburant pour véhicules de service
- 61801 Locations de véhicules de service
- 61802. Frais de réunion
- 61803. Frais de mission (1)

619. Autres frais de gestion générale

- 6190. Fournitures de bureau
- 61900. Fournitures de bureau
- 61901. Fournitures informatiques
- 61902. Frais de réunions et de réception
- 6191. Téléphone, fax et frais postaux
- 61910. Téléphone, fax, internet, minitel
- 61911. Frais postaux
- 6192. Rétribution de tiers
- 61920. Services informatiques extérieurs (autres qu'entretiens et réparations)
- 61921. Honoraires comptables externes
- 61923. Honoraires avocats et notaires
- 61924. Autres honoraires
- 61926. Publicité, annonces et insertions
- 61927. Frais d'affiliation à divers organismes

63. AMORTISSEMENTS

- 630. Dotations aux amortissements
- 6300. Amortissements sur frais de premier établissement
- 6301. Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles
- 6302. Dotation aux amortissements sur constructions
- 6303. Dotation aux amortissements sur installations
- 6304. Dotation aux amortissements sur mobilier et matériel roulant
- 6305. Dotation aux amortissements sur immobilisations détenues en locations, financements et droits similaires
- 6306. Dotation aux amortissements sur autres immobilisations corporelles

64. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

- 640. Charges fiscales d'exploitation
- 64000. Précompte immobilier
- 64010. Taxe sur le patrimoine des ASBL
- 64030 Taxes de circulation
- 64040 Taxe et redevances radio-TV
- 64050. Taxes locales (immondices, égouts, etc.)

65. CHARGES FINANCIERES

- 650. Charges des dettes
- 6500. Charges des dettes à long terme
- 65001. Charges financières sur dettes de location - financement et assimilés
- 65002. Charges financières sur dettes à long terme
- 6501. Charges des dettes à court terme
- 65010. Intérêts d'emprunts dus aux retards de subventionnement
- 65011. Charges financières sur dettes à court terme

656. Charges financières diverses

- 65600. Frais bancaires

669. Charges sur exercices antérieurs

- 669031. Rattrapage sur exercices antérieurs
- 6691. Services et biens divers (à subdiviser comme les comptes 61)
- 6693. Amortissements (à subdiviser comme les comptes 63)
- 6694. Autres charges d'exploitation (à subdiviser comme les comptes 64)
- 6695. Charges financières (à subdiviser comme les comptes 65)

Vu pour être annexé à l'arrêté 2017/891 du 1^{er} mars 2018.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

F. LAANAN,
Présidente du Collège

C. FREMAULT,
Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

—
Note

(1) : lorsqu'il s'agit de frais de mission en véhicule privé : sur base de l'indemnité kilométrique établie annuellement par le pouvoir public fédéral en application de l'Arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

—
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/30673]

1 MAART 2018. — Besluit 2017/891 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de ondersteuningsdiensten voor activiteiten van maatschappelijk belang, waarbij afdeling 5 van hoofdstuk 4 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon ten uitvoer gelegd wordt

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon, artikelen 7, 21, 40, 72, 77 en 119;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 26 oktober 2017;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van gehandicapte personen van 26 oktober 2017;

Gelet op het advies van de afdeling "Gehandicapte personen" van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op de zitting van 8 november 2017;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 februari 2018;

Gelet op het akkoord van het collegelid bevoegd voor Begroting, gegeven op 19 februari 2018;

Gelet op het advies n°62.667/4 van de Raad van State, gegeven op 29 januari 2018 in toepassing van artikel 84, § 1, 1ste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon, artikelen 41 en 83;

Op voorstel van het collegelid belast met het beleid inzake Bijstand aan personen met een handicap,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen en definities*

Artikel 1. Het besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet: het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon;

2° de SPFB: de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie (Service Public Francophone bruxellois);

3° Het Collegelid: het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met het beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap;

4° de dienst: de ondersteuningsdienst voor activiteiten van maatschappelijk belang omschreven in artikel 41 van het decreet;

5° de vzw: de vereniging zonder winstoogmerk, bepaald in artikel 2, 13° van het decreet, die een ondersteuningsdienst voor activiteiten van maatschappelijk belang inricht;

6° het NM-besluit: besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socioprofessionele inschakeling;

7° het Plan Tandem: de voorziening voor de inrichting van het einde van de loopbaan dat tot stand gebracht is door de Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 2009 binnen het paritair subcomité 319.02.

HOOFDSTUK 2. — *Opdrachten*

Art. 3. De opdracht voor hulp en ondersteuning van de gehandicapte persoon bedoeld in artikel 41, 1° van het decreet wordt door de dienst door middel van de volgende acties ten uitvoer gelegd:

1° collectieve of individuele informatie over de activiteiten van het vrijwilligerswerk die bepaald zijn in artikel 3, 1°, van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers;

2° de hulp op maat voor de gehandicapte persoon om zijn vrijwilligersproject op te bouwen en te definiëren;

3° de opvolging en de evaluatie tijdens de periode van de vrijwilligersovereenkomst tussen de gehandicapte persoon en de plaats van activiteit.

Art. 4. De opdracht voor het zoeken naar aanbiedingen van activiteiten van maatschappelijk belang die voor de gehandicapte persoon toegankelijk zijn, bedoeld in artikel 41, 2° van het decreet wordt door de dienst door middel van de volgende acties ten uitvoer gelegd:

1° de samenwerking met algemene diensten die opportuniteiten voor vrijwilligerswerk tellen en bieden;

2° de zoektocht naar potentiële plaatsen voor vrijwilligersactiviteiten, rekening houdend met het levensproject van de gehandicapte persoon en met diens capaciteiten;

3° het in contact brengen van de kandidaat-gehandicapte persoon met een potentiële plaats van activiteit om de wederzijdse overeenkomst te toetsen;

4° de voorbereiding van de vrijwilligersovereenkomst met de plaats van activiteit, de aanpassing van de taken en het voorstel voor redelijke aanpassingen.

Art. 5. De opdracht voor promotie van activiteiten van maatschappelijk belang in de samenleving bedoeld in artikel 41, 3° van het decreet wordt door de dienst door middel van de volgende acties ten uitvoer gelegd:

1° de bewustmaking van publieke instellingen en verenigingen voor vrijwilligerswerk in een geest van insluiting van gehandicapte personen in de activiteiten die ze ontwikkelen;

2° de telling van aanbiedingen voor vrijwilligerswerk die van publieke instellingen en verenigingen afkomstig zijn;

3° de promotie van positieve ervaringen met vrijwilligerswerk die door de dienst ten uitvoer gelegd zijn.

HOOFDSTUK 3. — *Erkenningsnormen*

Afdeling 1. — *Kwaliteitsnormen*

Art. 6. De dienst onderwerpt zich aan de evaluaties, bezoeken en controles die door de overheden georganiseerd worden en verstrekt hen ieder document dat bij de uitoefening van hun opdrachten vereist is.

Art. 7. In naleving van de bepalingen die in artikel 74 van het decreet bepaald zijn, vermeldt ieder document dat van de dienst afkomstig is, de naam van de dienst, de naam van de vzw indien die verschillend is, het ondernemingsnummer, het adres van de activiteitenzetel, het adres van de maatschappelijke zetel indien die verschillend is, de verleende erkenning en de datum van zijn opstelling.

Art. 8. De dienst verschaft toegang aan de gehandicapte personen tot de documenten die voor hen bestemd zijn.

Art. 9. De dienst werkt mee aan de externe wetenschappelijke evaluatie betreffende de uitvoering van de beginselen van het decreet bedoeld in zijn artikel 103.

Art. 10. Naast de legaal verplichte verzekeringen sluit de vzw voor de dienst de volgende verzekeringen af:

- 1° voor burgerlijke aansprakelijkheid voor alle prestaties die onder haar verantwoordelijkheid verricht worden, met inbegrip van de externe samenkomsten, en voor de vrijwilligers die ze tewerkstelt;
- 2° aansprakelijkheid voor de bestuurders van de vzw;
- 3° brand en diefstal voor het gebouw en het meubilair.

Afdeling 2. — Normen in verband met de infrastructuur

Art. 11. De dienst vestigt zijn activiteitzetel op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 12. De dienst beschikt over lokalen waar:

- 1° op de plaats van zijn activiteitzetel de opdrachten die in de artikelen 3 tot 5 omschreven zijn, tot stand gebracht kunnen worden;
- 2° een individueel gesprek met een gehandicapte persoon verzorgd kan worden die de naleving van de vertrouwelijkheid mogelijk maken.

Art. 13. De dienst verzorgt de toegankelijkheid van zijn lokalen door rekening te houden met de specifieke kenmerken van de doelgroep die hij ontvangt.

Afdeling 3. — Normen in verband met de organisatie

Art. 14. De dienst stelt een dienstplan op. Dit plan verduidelijkt ten minste:

- 1° de waarden waarop de dienstverleningsopdrachten gebaseerd zijn;
- 2° de opdrachten en het doelpubliek van de dienst;
- 3° het dienstenaanbod;
- 4° de beschrijving van de dienst en diens werkingsregels;
- 5° de methoden voor de organisatie van het werk, met de bedoeling het levensproject van de personen met een handicap te verwezenlijken;
- 6° de modaliteiten voor participatie van de gehandicapte personen, bedoeld in artikel 71, 3° van het decreet;
- 7° de modaliteiten voor participatie aan gemeenschapsacties, bedoeld in artikel 71, 4° van het decreet;
- 8° de modaliteiten voor de verwezenlijking van een netwerk, bedoeld in artikel 71, 5° van het decreet;
- 9° de evaluatiemodaliteiten van het geïndividualiseerd project van de gehandicapte personen, waarbij ze betrokken worden.

Dit document wordt opgesteld en regelmatig herzien in overleg met de personeelsleden.

Art. 15. De dienst beschikt over:

- 1° voldoende tijdvensters om tussenkomsten aan te bieden die beantwoorden aan de verwachtingen van de gehandicapte personen;
- 2° een elektronisch adres, een antwoordapparaat, een mobiele telefoon en elk aangepast communicatiemiddel dat de personen toelaat een boodschap achter te laten buiten de openingsuren van de dienst;
- 3° een website die regelmatig wordt geüpdatet, die de activiteiten voorstelt die door dienst worden ontwikkeld en die toegankelijk is voor de doelgroep.

Afdeling 4. — Normen in verband met het personeel

Art. 16. De personeelsleden van de dienst stemmen overeen met de functies en beantwoorden aan de diplomavereisten die worden bepaald door bijlage III van het NM-besluit.

Het multidisciplinaire karakter van het team is gegarandeerd.

Art. 17. Iedere bezoldigde functie in de dienst is onverenigbaar met een bestuurdersmandaat binnen de vzw.

Art. 18. Bij de eerste indienstneming van een personeelslid beschikt de dienst over een uittreksel uit het strafregister, waarvan de afgiftedatum niet meer dan drie maanden aan de indiensttredingsdatum mag voorafgaan. De dienst evalueert of het personeelslid de functie waarvoor hij zich kandidaat stelt mag uitoefenen en neemt daarbij het specifieke karakter van de begeleide personen in aanmerking.

Art. 19. De dienst houdt een individueel dossier bij dat voor elk personeelslid toegankelijk is.

Dit dossier bevat ten minste:

- 1° de arbeidsovereenkomst die de dienst en de werknemer met elkaar bindt, met inbegrip van de latere wijzigingen hiervan;
- 2° een kopie van de titels en diploma's die nuttig zijn voor de functie;
- 3° de attesten die anciënniteit aantonen;
- 4° het uittreksel uit het strafregister bedoeld in artikel 18;
- 5° de opleidingen die door de werknemer zijn gevolgd sinds zijn aanwerving;
- 6° elk document in verband met de eventuele subsidiëring van de werknemer door een andere overheid.

Art. 20. De vrijwilligers voeren hun activiteiten uit ter ondersteuning van het personeel van de dienst.

Een vrijwilligersovereenkomst regelt hun verhoudingen met de dienst conform de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

De dienst bewaart een afschrift van de individuele overeenkomsten.

Art. 21. De dienst staat in voor de voortgezette opleiding van de personeelsleden en de vrijwilligers in verband met de uitoefening van de opdrachten bepaald in hoofdstuk II.

Afdeling 5. — Normen in verband met de gehandicapte personen

Art. 22. De gehandicapte persoon die nog niet toegelaten is ten behoeve van de tussenkomsten van het decreet kan tussenkomsten van de dienst genieten. Hij dient ten laatste binnen de 9 maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de begeleidingsovereenkomst bedoeld in artikel 27 een toelatingsaanvraag bij de dienst PHARE in. Gedurende deze periode wordt hij in de aantallen die in artikel 24 vermeld zijn, in aanmerking genomen.

Art. 23. De tussenkomst van de dienst moet niet het voorwerp uitmaken van een aanvraag tot tussenkomst die door de gehandicapte persoon bij de dienst PHARE ingediend wordt.

Art. 24. Elke dienst wordt erkend voor het verzorgen van de begeleiding die in de artikelen 3 en 4 omschreven wordt, en dit ten gunste van:

- minstens 12 personen met een handicap per jaar. Dan komt deze dienst in categorie 1 terecht;

- minstens 20 personen met een handicap per jaar. Dan komt deze dienst in categorie 2 terecht.

Deze gehandicapte personen ondertekenen een begeleidingsovereenkomst bedoeld in artikel 27.

De dienst die voor de eerste keer wordt erkend, komt in categorie 1 terecht.

Art. 25. Deze begeleidingen worden concreet vertaald in:

- minstens 288 tussenkomsten per jaar in categorie 1;

- minstens 480 tussenkomsten per jaar in categorie 2.

Een tussenkomst is elke prestatie van een begeleidend personeelslid met een duur van minstens 30 minuten of twee maal 15 minuten voor dezelfde persoon, die rechtstreeks verband houdt met de persoon en overeenstemt met zijn levensproject inzake activiteiten van maatschappelijk belang.

Indien de tussenkomst buiten de lokalen van de dienst plaatsvindt, wordt de duur van de verplaatsing in de duur van de tussenkomst meegerekend.

Indien de tussenkomst de aanwezigheid van meerdere dienstverleners rechtvaardigt, wordt deze maximaal twee keer verrekend.

Indien de tussenkomst gedurende een halve dag meer dan twee uur duurt, wordt deze twee keer verrekend.

Indien de tussenkomst gedurende een halve dag de aanwezigheid van meerdere dienstverleners rechtvaardigt en meer dan twee uur duurt, wordt deze vier keer verrekend.

De gelijktijdige begeleiding van "x" gehandicapte personen telt voor "x" tussenkomsten.

Een samenkomst waar de gehandicapte persoon niet aan deelneemt, maar die hem wel betreft, telt voor één tussenkomst.

Indien de tussenkomst bestaat uit een extern bezoek zonder de gehandicapte persoon met als doel het verwezenlijken van zijn individueel project inzake activiteiten van maatschappelijk belang, dan wordt dit bezoek verrekend als een tussenkomst.

Afdeling 6. — Normen in verband met de verhoudingen tussen de dienst en de gehandicapte persoon

Art. 26. De dienst stelt een huishoudelijk reglement op. Dit reglement wijst ten minste op:

1° de rechten en plichten van de dienst ten aanzien van de gehandicapte persoon;

2° de rechten en plichten van de gehandicapte persoon;

3° de evaluatie van het geïndividualiseerd project van de gehandicapte persoon, iedere 18 maanden;

4° de modaliteiten voor het indienen van de informatieaanvragen en klachten en hun behandelingsmethode;

5° de maatregelen die worden uitgevoerd wanneer een begunstigde de werkingsregels overtreedt of wanneer het materiaal met opzet beschadigd wordt;

6° de namen van de persoon die instaat voor het dagelijkse beheer en van de voorzitter van de raad van bestuur;

7° de bepaling die in artikel 29 ingeschreven is;

8° de bepalingen in toepassing van artikel 30;

9° de vermelding van de risico's die gedekt worden door de verzekeringen die de dienst heeft afgesloten;

10° de gegevens van de Dienst PHARE en de inspectiedienst van de SPFB.

Dit document wordt opgesteld en regelmatig herzien in overleg met de personeelsleden en met inbegrip van de participatie van de gehandicapte personen.

Art. 27. In het kader van de opdrachten omschreven in de artikelen 3 en 4 wordt er een geschreven begeleidingsovereenkomst afgesloten en ondertekend door de dienst en de gehandicapte persoon.

Deze overeenkomst vermeldt ten minste:

1° de identiteit van de partijen;

2° de datum waarop de overeenkomst van kracht wordt en de duur ervan;

3° de doelstellingen van het geïndividualiseerd project dat in het kader van de activiteiten van maatschappelijk belang ontwikkeld wordt;

4° het geïndividualiseerd project;

5° de modaliteiten volgens dewelke de overeenkomst gewijzigd, aangevuld of opgezegd kan worden;

6° de evaluatiemodaliteiten van de uitvoering van de overeenkomst; de gehandicapte persoon neemt deel aan deze evaluatie;

7° de datum van ondertekening.

Elke partij ontvangt een ondertekend exemplaar van de overeenkomst.

Het dienstproject en het huishoudelijk reglement van de dienst, zoals bepaald in de artikelen 14 en 26 worden toegelicht en tegen ontvangstbevestiging aan de gehandicapte persoon afgegeven.

Art. 28. In het kader van de opdrachten die in de artikelen 3 en 4 omschreven worden, wordt er op naam van de gehandicapte persoon met wie een overeenkomst ondertekend is een gecentraliseerd individueel dossier geopend.

Dit dossier bevat ten minste:

- 1° de aanvraag en/of het rapport van het eerste gesprek met de gehandicapte persoon;
- 2° de begeleidingsovereenkomst zoals beschreven in artikel 27;
- 3° de ontvangstbevestiging van het dienstproject en het huishoudelijk reglement door de gehandicapte persoon bij ondertekening van de begeleidingsovereenkomst;
- 4° de individuele gegevens die vereist zijn voor de uitvoering van de overeenkomst;
- 5° de uitgevoerde tussenkomsten, zoals omschreven in artikel 25, met vermelding van de inhoud, de datum en het aantal prestaties;
- 6° de opvolging en evaluaties van de uitvoering van de overeenkomst;
- 7° een afschrift van de eventuele vrijwilligersovereenkomst bedoeld in artikel 3, 3°.

Art. 29. De dienst kan zijn tussenkomsten niet afhankelijk stellen van om het even welke tegenprestatie.

Art. 30. De deelname van de gehandicapte personen voorzien in artikel 71, 3° van het decreet vertaalt zich in een jaarlijks geïndividualiseerd raadgevend proces dat aangepast is aan de specifieke kenmerken van de gehandicapte personen en door de dienst bepaald wordt.

Afdeling 7. — Normen in verband met de verhoudingen tussen de dienst en de dienst phare

Art. 31. De dienst maakt aan de Dienst PHARE tegen 30 juni van het boekjaar dat volgt op het betrokken boekjaar een activiteitenverslag over.

Het omvat minimum:

- 1° globale informatie over het aantal gehandicapte personen die in het kader van de opdrachten bedoeld in de artikelen 3 en 4 begeleid zijn, zoals de leeftijd, het geslacht, de handicap, de woonplaats, de doelstellingen en resultaten;
- 2° het totaal aantal interventies die in artikel 25 bepaald zijn;
- 3° de presentatie van de acties ter promotie van de activiteiten van maatschappelijk belang die in het kader van de opdracht bedoeld in artikel 5 gevoerd worden;
- 4° de evaluatie van de uitvoering van het dienstproject bedoeld in artikel 14;
- 5° de opmerkelijke feiten van de activiteit van de dienst;
- 6° de modaliteiten voor de verwezenlijking van een netwerk in overeenstemming met de bepalingen van artikel 71, 5° van het decreet;
- 7° de middelen die ingezet worden om de participatie en de insluiting van gehandicapte personen te bevorderen;
- 8° geglobaliseerde gegevens betreffende het tewerkgestelde personeel en de veranderingen die in de loop van het jaar opgetreden zijn;
- 9° de modaliteiten en de resultaten van de interne evaluatie bedoeld in artikel 102 van het decreet;
- 10° de perspectieven in verband met de evolutie van de dienst, op het gebied van activiteiten en organisatie.

Art. 32. De dienst deelt aan de Dienst PHARE tegen 30 juni van het boekjaar dat volgt op het betrokken boekjaar het nationaal nummer, de aanvangs- en einddatum van begeleidingsovereenkomsten van gehandicapte personen met wie hij een overeenkomst bedoeld in artikel 27 ondertekend heeft.

De dienst PHARE integreert deze informatie in de individuele dossiers van de gehandicapte personen waarover hij beschikt.

Art. 33. De dienst brengt de Dienst PHARE binnen de vijftien dagen op de hoogte van iedere wijziging in verband met de erkennings- en subsidiëeringsvoorwaarden, evenals van iedere wijziging betreffende het personeel bedoeld in artikel 16.

Voor elk personeelslid bedoeld in artikel 16, maakt de dienst binnen de vijftien dagen vanaf zijn aanwerving de kopie van diens arbeidsovereenkomst, evenals ieder bewijs dat het personeelslid voldoet aan de reglementaire voorwaarden betreffende zijn functie en zijn anciënniteit aan de Dienst PHARE over. Enkel de elementen die onmisbaar zijn voor de berekening van de subsidie worden aan de Dienst PHARE bezorgd.

Art. 34. Wat betreft het bijhouden van de rekeningen stemt het boekjaar overeen met het kalenderjaar.

De dienst maakt tegen 30 juni van het boekjaar dat volgt op het betrokken boekjaar zijn rekeningen en balans aan dienst PHARE over, zoals die bij de Nationale Bank van België en bij de Griffie van de Handelsrechtbank neergelegd zijn. In dit laatste geval wordt het bewijs van indiening bijgevoegd.

Art. 35. De dienst maakt tegen 30 juni van het boekjaar volgend op het betreffende boekjaar aan de dienst PHARE het verantwoordingsdossier voor de subsidies, bedoeld in artikel 47, over.

Art. 36. De SPFB stelt de modaliteiten voor de overdracht van de informatie bedoeld in dit hoofdstuk vast.

HOOFDSTUK 4. — *Subsidies*

Afdeling 1. — Algemene modaliteiten voor de toekenning van de subsidies

Art. 37. De aan een erkende dienst verschuldigde subsidie is jaarlijks.

Ze wordt gestort onder de vorm van maandelijks voorschotten, en dit ten laatste op de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor ze worden toegekend.

Ze wordt door de SPFB vereffend na onderzoek van het verantwoordingsdossier bedoeld in artikel 47.

Art. 38. Het maandelijks voorschot houdt rekening met de erkende categorie, de evolutie van het personeel uit artikel 18 wat betreft het aantal, de functie, de anciënniteit en de prestaties binnen de grenzen vastgelegd in afdeling II van dit hoofdstuk.

Bij het overschrijden van de in artikel 33, lid 2 vastgestelde termijn zal de berekening van de maandelijkse voorschotten pas op de eerste dag van de maand volgend op de ontvangst van de documenten de wijziging van het personeel in aanmerking nemen.

Art. 39. Wanneer de SPFB vaststelt dat de aan de dienst gestorte maandelijkse voorschotten hoger zijn dan de jaarlijks verschuldigde subsidies, dan recupereert hij het teveel aan ontvangen voorschotten over een periode van maximaal 12 maanden en na overleg met de directie van de dienst, en dit via compensatie met de volgende maandelijkse voorschotten die gestort worden voor het lopende jaar.

Deze recuperatie kan uitzonderlijk en op vraag van de dienst het voorwerp zijn van voorwaarden en termijnen. De SPFB stelt een aflossingsplan op.

Art. 40. Wanneer de SPFB vaststelt dat het teveel aan voorschotten die door de dienst ontvangen zijn, voortvloeit uit door hem verschafte bewust foutieve informatie of ernstige beheerfouten, dan recupereert de SPFB het onverschuldigde bedrag in één keer terug.

In dit geval dient de SPFB bij het collegelid een voorstel in tot opening van de procedure tot intrekking van de erkenning.

Afdeling 2. — Subsidie voor personeelskosten

Art. 41. De jaarlijkse subsidie voor de personeelskosten bedoeld in artikel 16 is op elk moment van het jaar beperkt tot de volgende normen:

- dienst van categorie 1: 1,5 voltijdse equivalent, waarvan maximum 0,25 voltijds equivalent in de directiefunctie en het saldo de begeleidingsfunctie toebehoort;

- dienst van categorie 2: 2,5 voltijdse equivalent, waarvan maximum 0,5 voltijds equivalent in de directiefunctie en het saldo de begeleidingsfunctie toebehoort;

Het aantal gesubsidieerde tewerkstellingen voor werknemers die houder van een mastertitel zijn, mag niet overschrijden:

- dienst van categorie 1: 0,5 voltijds equivalent;

- dienst van categorie 2: 1 voltijds equivalent.

Art. 42. De subsidie dekt de gemaakte personeelskosten en is beperkt tot de berekening die gemaakt wordt op basis van de barema's die in bijlage I NM van het NM-besluit vastgesteld zijn, en bevat de werkgeverslasten en andere voordelen die in bijlage V NM van het NM-besluit vastgesteld zijn op basis van de anciënniteit die in bijlage IV NM van het NM-besluit vastgesteld is.

De baremaschalen die met iedere functie overeenstemmen, zijn vastgelegd in bijlage II NM van het NM-besluit.

Art. 43. Een subsidie die overeenstemt met maximaal 1 percent van de subsidie die in toepassing van artikelen 41 en 42 berekend is, wordt toegekend om de verantwoorde kosten inzake opleiding van het personeel te dekken.

De opleidingskosten kunnen bovendien kosten voor supervisie zijn, kosten van de evaluatie voor intern gebruik, zoals bedoeld door artikel 102 van het decreet.

Art. 44. De subsidie voor personeelskosten van een werknemer die begunstigde van het Plan Tandem is, wordt toegekend op basis van hetzelfde werkvolume als het werkvolume dat hij presteerde voordat hij zijn prestaties tot een halftijdse betrekking verminderde.

Het bezoldigde prestatievolume van de werknemer die is aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn prestaties van een driekwart-tijds of een voltijdse betrekking tot een halftijdse betrekking verminderde, wordt niet in aanmerking genomen.

Worden beschouwd als toelaatbare uitgaven van de subsidie voor personeelskosten van een werknemer die begunstigde van het Plan Tandem is, de volgende kosten en bijdragen:

1° de bezoldigingskosten, werkgeverslasten en andere voordelen die verband houden met de werknemer die begunstigde van het Plan Tandem is, zoals bepaald in bijlage V van het NM-besluit;

2° de bezoldigingskosten, werkgeverslasten en andere voordelen die verband houden met de werknemer die is aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn prestaties tot een halftijdse betrekking verminderde in het kader van het Plan Tandem, zoals bepaald in bijlage V van het NM-besluit;

3° de bijdrage die in toepassing van het Plan Tandem gestort wordt aan het Sociaal Fonds "Old Timer".

Afdeling 3. — Subsidie voor algemene kosten

Art. 45. De jaarlijkse subsidie voor de algemene kosten is beperkt tot de volgende bedragen:

- dienst van categorie 1: 14 000,00 euro;

- dienst van categorie 2: 25 000,00 euro.

Art. 46. De subsidie dekt de gemaakte toelaatbare kosten die in bijlage van dit besluit opgenomen zijn en met de erkende opdrachten van de dienst te maken hebben.

Afdeling 4. — Verantwoordingsdossier voor de subsidies

Art. 47. Het verantwoordingsdossier bevat volgende stukken:

1° wat betreft de personeelskosten:

- de individuele rekeningen van de werknemers;

- het attest C 450bis van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

- het attest van de FOD Financiën dat de betaling van de bedrijfsvoorheffing bewijst;

- de eindafrekening van de wetsverzekering;

- de definitieve eindafrekening van de arbeidsgeneeskunde;

- een samenvattende tabel met de opleidingskosten voor het personeel met vermelding van het betrokken personeel, de aard van de gevolgde opleidingen en hun kostprijs;

2° wat betreft de algemene kosten:

- de algemene balans;
- de tabellen met afschrijvingen van de vaste activa en van de giften en subsidies in kapitaal;
- het grootboek of de historiek van de algemene rekeningen.

De SPFB kan de lijst aanvullen met de gevraagde stukken en kan met name alle verantwoordingsstukken die de boekhoudkundige documenten verantwoorden opvragen.

Art. 48. De SPFB controleert het verantwoordingsdossier. Hij stelt het verschil tussen de som van de gestorte voorschotten en het bedrag van de verschuldigde subsidie vast.

Hij legt binnen de zes maanden na de ontvangst van het verantwoordingsdossier een beslissingsvoorstel aan de dienst voor, op voorwaarde dat het dossier volledig en voldoende is. Vanaf de datum van ontvangst van dit voorstel beschikt de dienst over een termijn van zes weken om zijn opmerkingen mee te delen. Bij afwezigheid van antwoord binnen deze termijn wordt het voorstel van de SPFB als aanvaard beschouwd.

Binnen een termijn van zes weken volgend op de datum van ontvangst van deze opmerkingen maakt de SPFB de definitieve afrekening van de subsidie over.

HOOFDSTUK 5. — *Uitvoering van de ondersteuningsopdrachten voor de activiteiten van maatschappelijk belang door een begeleidingsdienst*

Art. 49. In toepassing van artikel 40 van het decreet kan een erkende begeleidingsdienst de in hoofdstuk 2 bepaalde opdrachten in het kader van een overeenkomst van vijf jaar, afgesloten met het College, uitvoeren middels naleving van de bepalingen van hoofdstuk 3 en volgens de volgende modaliteiten:

- 1° zijn dienstproject en huishoudelijk reglement aanvullen op basis van artikelen 14 en 26;
- 2° zijn jaarlijks activiteitenverslag aanvullen op basis van artikel 31;
- 5° in het kader van zijn analytische boekhouding de ondersteuningsopdrachten van maatschappelijk belang van elkaar onderscheiden.

Art. 50. De toegekende subsidies leven de bepalingen van hoofdstuk 4 na, met uitzondering van de bedragen die in artikel 45 vastgelegd zijn, die vervangen worden door:

- categorie 1: 10 000,00 euro;
- categorie 2: 18 000,00 euro.

Het verantwoordingsdossier van de subsidies onderscheidt de ondersteuningsopdrachten voor de activiteiten van maatschappelijk belang.

Art. 51. De met het College afgesloten overeenkomst bevat:

- 1° de bepalingen uit de artikels 49 en 50;
- 2° de doelstellingen van de begeleidingsdienst die de potentiële plaatsen voor vrijwilligerswerkactiviteiten nader omschrijven;
- 3° de vermelding van de leeftijdscategorie(ën) van het publiek;
- 4° de vermelding van de erkenningscategorie zoals die in artikel 24 omschreven is.

Ze wordt aan het voorafgaand advies van de Adviesraad onderworpen.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

Art. 52. De in dit besluit opgenomen bedragen zijn gekoppeld aan de referentiegezondheidsindex van december 2017.

Vanaf 1 januari 2019 worden ze jaarlijks aangepast op 1 januari rekening houdend met het indexcijfer van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genaamd, volgens de formule:

$$\frac{\text{basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het vorige jaar}}{\text{gezondheidsindex van december 2017}}$$

Art. 53. Treden in werking op 1 januari 2018:

- 1° afdeling 5 van hoofdstuk 4 van het decreet;
- 2° artikel 83 van het decreet;
- 3° voor de diensten bedoeld in artikel 41 van het decreet: de artikelen 70, 71, 72, 74, 75, 77, 95 en 102 van het decreet;
- 4° dit besluit.

Art. 54. Het Collegelid wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, op 1 maart 2018.

Voor het College :

De Minister-president van het College,
F. LAANAN

De Minister, Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,
C. FREMAULT

Bijlage bij het besluit 2017/891 van 1 maart 2018 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de ondersteuningsdiensten voor activiteiten van maatschappelijk belang, waarbij afdeling 5 van hoofdstuk 4 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon ten uitvoer gelegd wordt.

TOELAATBARE UITGAVEN VOOR DE VERANTWOORDING VAN DE ALGEMENE KOSTEN
VAN DE ONDERSTEUNINGSDIENSTEN VOOR ACTIVITEITEN VAN MAATSCHAPPELIJK BELANG

61. DIENSTEN EN DIVERSE GOEDEREN

6110. Zorgen

61100 Aankopen van farmaceutische producten - courante producten

61101 Aankopen van klein verzorgingsmateriaal

61110 Aankopen van didactisch materiaal (terugbetaalbaar)

61111 Aankopen van didactisch materiaal (niet-terugbetaalbaar)

61130 Huren (met inbegrip van huurlasten)

61131 Transporten

61150 Aankopen van klein keukenmateriaal

612. Personeelsbeheerkosten

61224. Abonnementen op professionele magazines en documentatie

61260. Kosten extern sociaal secretariaat

613. Huur en huurlasten

61300. Huur gebouwen

61301. Erfpachten

61302. Huurlasten gebouwen

61303. Huur materiaal en uitrusting

614. Energie

61400. Stookolie verwarming

61401. Elektriciteit

61402. Gas

61403. Water

615. Onderhoud en herstellingen - aankopen

6152. Terreinen en constructies

61520. Schoonmaak

61521 Onderhoud en herstellingen buiten gebouwen

61522 Onderhoud en herstellingen binnen gebouwen

61530 Onderhoud en herstellingen technische installaties

61531 Onderhoud en herstellingen keukeninstallaties en -uitrusting

61535 Onderhoud en herstellingen materiaal en uitrusting voor onderhoud (met inbegrip van huur van kleine instrumenten)

61540 Onderhoud en herstellingen meubilair

61541 Onderhoud en herstellingen kantoomateriaal

61542 Onderhoud en herstellingen informaticamateriaal

616. Onderhoud en herstellingen - externe diensten

6162. Terreinen en constructies

61620. Schoonmaak

61621. Onderhoud en herstellingen buiten gebouwen

61622. Onderhoud en herstellingen binnen gebouwen

6163. Installaties

61630. Onderhoud en herstellingen technische installaties

61631. Onderhoud en herstellingen keukeninstallaties en -uitrusting

61635. Onderhoud en herstellingen onderhoudsmateriaal en -instrumenten

61639. Verplichte controles uitgevoerd door derden

6164. Meubilair en rollend materieel

61640. Onderhoud en herstellingen meubilair

61641. Onderhoud en herstellingen kantoomateriaal

61642. Onderhoud en herstellingen informaticamateriaal

61643. Onderhoud en herstellingen rollend materieel

617. Verzekeringen

61701. Verzekeringen en burgerlijke aansprakelijkheid gehandicapte personen en personeel

61702. Verzekeringen diefstal, brand en schade

61705. Verzekeringen auto's en voertuigen van het instituut

61707. Omniumverzekeringen opdrachten

61708. Andere verzekeringen

618. Vervoer, verplaatsingen

61800. Brandstof voor dienstvoertuigen

61801. Huur dienstvoertuigen

61802. Vergaderkosten

61803. Kosten voor missies (1)

619. Andere algemene beheerskosten

6190. Kantoorbenodigdheden

61900. Kantoorbenodigdheden

61901. Informaticabenodigdheden

61902. Kosten voor vergaderingen en recepties

6191. Telefoon, fax en kosten in verband met postdiensten

61910. Telefoon, fax, internet, minitel

61911. Portkosten

6192. Honorering van derden

61920. Externe informaticadiensten (andere dan onderhoud en herstelling)

61921. Honoraria externe boekhouders

61923. Honoraria advocaten en notarissen

61924. Andere honoraria

61926. Reclame, aankondigingen en advertenties

61927. Lidmaatschapskosten van verschillende instellingen

63. AFSCHRIJVINGEN

630. Dotaties afschrijvingen

6300. Afschrijvingen op kosten eerste vestiging

6301. Dotatie afschrijvingen immateriële activa

6302. Dotatie afschrijvingen bouwwerken

6303. Dotatie afschrijvingen installaties

6304. Dotatie afschrijvingen meubilair en rollend materieel

6305. Dotatie afschrijvingen gehuurde activa, financieringen en aanverwante rechten

6306. Dotatie afschrijvingen andere materiële activa

64. ANDERE EXPLOITATIELASTEN

640. Fiscale bedrijfslasten
 64000. Onroerende voorheffing
 64010. Belasting op het patrimonium van de VZW
 64030 Verkeersbelasting
 64040 kijk- en luistergeld
 64050. Lokale belastingen (vuilnis, riolering, enz.)

65. FINANCIËLE LASTEN

650. Financiële lasten op schulden
 6500. Lasten op langetermijnschulden
 65001. Financiële lasten op huurschulden - financiering en gelijkgesteld
 65002. Financiële lasten op langetermijnschulden
 6501. Lasten op kortetermijnschulden
 65010. Interesten voor leningen ingevolge vertragingen subsidies
 65011. Financiële lasten op kortetermijnschulden

656. Diverse financiële lasten

65600. Bankkosten

669. Lasten op vorige boekjaren

669031. Inhalingen op vorige boekjaren
 6691. Diensten en diverse goederen (onder te verdelen als de rekeningen 61)
 6693. Afschrijvingen (onder te verdelen als de rekeningen 63)
 6694. Andere bedrijfslasten (onder te verdelen als de rekeningen 64)
 6695. Financiële lasten (onder te verdelen als de rekeningen 65)

Gezien om bijgevoegd te worden bij het besluit 2017/891 van 1 maart 2018.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Voorzitster van het College,
 F. LAANAN

Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,
 C. FREMAULT

Nota

(1): wanneer het gaat om dienstreiskosten met privévoertuig: op basis van de kilometervergoeding die jaarlijks door de federale overheid vastgesteld wordt in toepassing van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

—————

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/30670]

1^{er} MARS 2018. — Arrêté 2017/892 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services de loisirs inclusifs, mettant en œuvre la section 7 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 20, 21, 40, 72, 77 et 119;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 26 octobre 2017;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 26 octobre 2017;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné en séance du 8 novembre 2017;

Vu l'avis n° 62.668/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 janvier 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 février 2018;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du Budget, donné le 19 février 2018;

Considérant le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 44, 45, 85 et 94;